

Circulaire n°2002-063 du 20 mars 2002

(Education nationale : bureaux DESCOB6 et DAJA1)

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie, aux inspectrices et inspecteurs d'académie, directrices et directeurs des services départementaux de l'éducation nationale et aux chefs d'établissement.

Modalités d'inscription et de scolarisation des élèves de nationalité étrangère des premières et secondes degrés.

NOR: MENE0200681C

L'objet de la présente circulaire est de reconsidérer la scolarisation des élèves de nationalité étrangère et d'évoquer les évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis la circulaire du 16 juillet 1984.

En l'état actuel de la législation, aucune distinction de nationalité étrangère n'est faite pour l'accès au service public obligatoire pour les enfants des deux sexes, âgés de 6 à 16 ans, résidents sur le territoire français. Les personnes responsables, au sens de l'article L.131-4 du code de l'éducation, d'un enfant de nationalité étrangère soumis à l'obligation scolaire, sont donc tenues de respecter cette instruction. En outre, la convention internationale relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, ratifiée par la France, garantit à l'enfant le droit à l'éducation en dehors de toute distinction de nationalité.

I- Inscription scolaires

Il importe, au préalable, de préciser qu'en l'absence d'appartenance à un ministère de l'éducation nationale et de leurs parents au regard des règles précises, en outre, quel que soit l'âge de l'enfant, l'obligation d'une carte de séjour temporaire ou d'un titre de séjour, le conseil d'Etat, dans une décision du 24 janvier 1996, a considéré que les dispositions de l'article 12 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 subordonnant la délivrance d'une carte de séjour temporaire portant la mention « étudiant » à l'absence d'un titre de séjour provisoire, dans un établissement d'enseignement, ne peuvent être subordonnées à la présence d'un titre de séjour. Les dispositions ci-après sont donc applicables aux conditions d'inscription des élèves étrangers.

1) Dans le second degré

Pour un jeune de moins de seize ans séjournant en France, sans ses parents mais avec une personne qui déclare en avoir la responsabilité, et à cet effet, il y a lieu de vérifier la situation de cette personne par rapport à l'enfant. Celle-ci peut reposer sur un fondement juridique : tutelle ou délégation d'autorité parentale ; dans ce dernier cas, l'attestation sur le droit de l'acte de délégation de l'autorité parentale est établie par les services consulaires en France du pays dont le jeune étranger est ressortissant. Toutefois, les dispositions législatives relatives à l'obligation scolaire imposent à toute personne exerçant une simple autorité de fait sur un enfant la charge d'assurer son instruction (article L.131-4 du code de l'éducation). Dans ce cas, la preuve que l'enfant est régulièrement confié à cette personne, notoriété publique... L'inscription dans un établissement scolaire ne peut donc être subordonnée à la présentation par la personne qui inscrit l'enfant d'un acte de délégation de l'autorité parentale. Si l'enfant est représenté seul, d'une manière générale, le procureur de la République, ou le procureur général, en cas de doute, doit être saisi (cf. titre II de la circulaire n° 97-119 du 15 mai 1997).

Pour les mineurs étrangers de seize à dix-huit ans, mêmes s'ils ne sont soumis à l'obligation scolaire, il y a lieu de veiller à ce que leur scolarisation puisse être assurée, en prenant en compte leur situation sociale et leur situation familiale et sociale. La vérification de leur situation familiale et sociale peut être effectuée dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

Il est précisé que le refus de scolariser un jeune étranger n'est plus soumis à l'obligation scolaire et doit être motivé (arrêté de section du Conseil d'Etat du 23 octobre 1987, Consorts Métrat). Ce refus peut être justifié par un motif.

2) Dans le premier degré

Les dispositions législatives relatives à l'obligation scolaire (livre I, titre III, chapitre 1^{er} du code de l'éducation) sont les mêmes que pour le second degré. En conséquence, les dispositions du premier paragraphe du titre I ci-dessus sont également applicables à l'enseignement du premier degré. Toutefois, il appartient au maire, comme pour les enfants français, de délivrer le certificat d'inscription au vu duquel le directeur de l'école procède à l'admission de l'enfant.

II- Scolarisation des élèves de nationalité étrangère

Ces élèves ont les mêmes droits à être instruits que les élèves de nationalité française. Toutefois, dans certaines situations, notamment lorsque ces élèves ne sont pas assésés, il est nécessaire de prendre des mesures particulières, notamment en matière de régularisation de leur séjour en France. Plusieurs situations justifient des précisions complémentaires :

1) La poursuite d'études

Les dispositions du titre premier du code de l'éducation relatives au droit à l'éducation sont applicables aux élèves de nationalité étrangère comme aux élèves français. Il en est ainsi de l'alinéa 1 de l'article L111-2 qui dispose que « tout enfant a droit à une formation scolaire, qui, complétant l'action de la famille, concourt à son éducation » et de l'article L122-2 qui prévoit que « tout élève qui, à l'issue de la scolarité obligatoire, n'a pas atteint un niveau de formation reconnu doit pouvoir poursuivre des études afin d'atteindre un niveau ». Par ailleurs, l'article L131-4 dont le premier alinéa pose le principe de l'obligation scolaire de 6 à 16 ans, dispose, dans son 2^e alinéa, que « la présente disposition particulière s'impose à la scolarité plus longue ».

À cet égard, doivent être notamment rappelés les dispositions de l'article 19 du décret n° 90-484 du 14 juin 1990 relatif à l'orientation et à l'affectation des élèves ; elles s'appliquent à tous les jeunes scolarisés : « Tout élève admis dans un cycle de formation doit pouvoir parcourir la totalité de ce cycle dans l'établissement scolaire, sous réserve des dispositions réglementaires relatives aux procédures disciplinaires ».

En conséquence, les élèves de nationalité étrangère doivent pouvoir, comme les élèves de nationalité française, poursuivre des études engagées. Toutefois, la poursuite d'études ne confère pas aux jeunes étrangers de plus de 18 ans, ressortissants d'un État tiers à l'Union européenne et à l'Espace économique européen, un droit au séjour sur le territoire français. Seuls, en effet, les étrangers ressortissants d'un État membre de l'Union européenne et de l'Espace économique européen peuvent se prévaloir d'un droit au séjour sur le fondement de la poursuite d'études.

2) Les examens

Un jeune étranger scolarisé a le droit de s'inscrire à un examen.

Certains candidats étrangers peuvent cependant ne pas être en mesure d'obtenir une pièce d'identité. Et certains scolarisés, ils devront tout au moins présenter un certificat de scolarité très récent, avec une photographie, certifiée par le chef d'établissement d'origine.

3) Les stages en entreprises

Les services de l'éducation nationale ont été à plusieurs reprises confrontés à des difficultés pour permettre aux jeunes de nationalité étrangère d'effectuer des stages en entreprise. Ces difficultés sont souvent liées à une confusion entre la situation des jeunes sous statut scolaire qui doivent, dans le cadre de leurs études, effectuer une période de formation en entreprise et celle des jeunes, titulaires d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation, distinguant ces deux situations :

a) Sous statut scolaire

Lorsqu'ils sont sous statut scolaire, les élèves mineurs de nationalité étrangère, quelle que soit leur situation administrative au regard du séjour, doivent effectuer les stages et les périodes de formation prévus dans les programmes d'enseignement. L'entreprise n'a pas à contrôler la régularité de leur situation. Il est possible pour l'entreprise de demander un titre de séjour régulier. Il est précisé à cet égard que la carte de séjour temporaire portant la mention « étudiant » permet à son détenteur de suivre un enseignement en alternance dans le cadre d'une convention de stage entre l'établissement d'enseignement et l'entreprise.

Les modalités de la présence de l'élève, mineur ou majeur, dans l'entreprise d'accueil sont fixées par cette convention de stage.

Étant sous statut scolaire :

- l'élève bénéficie des dispositions de la législation sur les accidents du travail (article L412-8 du code du travail) pour les dommages qu'il subirait dans le cadre d'un stage ;
- l'élève stagiaire, qu'il soit de l'enseignement général ou professionnel, continuera d'être relevé, pendant la durée de son stage, par le chef d'établissement, ainsi que l'appelle, pour les élèves de l'enseignement professionnel, la note de service n° 96-241 du 15 octobre 1996 relative à une convention de stage entre l'établissement d'enseignement et l'entreprise ;
- l'élève stagiaire ne peut prétendre à aucune rémunération, en vertu de l'article D412-6 du code de la sécurité sociale, mais à une rétribution d'un montant inférieur à 30% du SMIC.

b) Souscontrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage relève des dispositions du code du travail.

En effet, l'article L117-1 du code du travail définit le contrat d'apprentissage comme étant «...un contrat de type particulier par lequel un employeur s'engage, outre le versement d'un salaire, à assurer à un jeune travailleur une formation professionnelle méthodique et complète, dispensée pour partie en entreprise et pour partie au centre de formation d'apprenti...».

De ce fait, il résulte de la combinaison des dispositions de l'ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France (articles 9, 12 bis et 15) et des dispositions du code du travail (notamment articles L341-4 et R341-4) que l'apprenti étranger, ressortissant d'un État tiers à l'Union européenne et à l'Espace économique européen, doit, pour bénéficier d'un tel contrat, être en situation régulière au regard du séjour et titulaire d'une autorisation de travail.

En revanche, l'accès à un contrat d'apprentissage pour un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne et de l'Espace économique européen n'est pas subordonné à la présentation préalable d'un titre de séjour.

4) Les voyages à l'étranger

Encas de voyage à l'étranger, il y a lieu de respecter très attentivement les formalités préalables, afin d'éviter des difficultés au moment du passage de la frontière. Il convient en particulier des assurer avant le départ quel on est en possession des documents nécessaires pour permettre à tous les élèves de franchir les différentes étapes du voyage (entrée dans le pays de destination, passage par les pays de transit, retour en France).

Le tableau ci-dessous fait le point sur les documents requis, dans le cadre de la réglementation actuelle, en matière de circulation transfrontalière et des séjour à l'étranger des élèves mineurs, en fonction, d'une part, de leur nationalité (ressortissants ou non d'un pays de destination) et, d'autre part, des pays de destination.

Voyages scolaires à destination...		
Avec les élèves mineurs	...d'un État membre de l'Union européenne	...d'un État tiers à l'Union européenne
...ressortissants d'un autre État de l'Union européenne	<input type="checkbox"/> accord exprès d'un détenteur l'autorité parentale; la préfecture n'a pas compétence pour viser la sortie du territoire français d'un mineur étranger.	<input type="checkbox"/> accord exprès d'un détenteur de l'autorité parentale; la préfecture n'a pas compétence pour viser la sortie du territoire français d'un mineur étranger.
	<input type="checkbox"/> un titre certifiant l'identité d'un mineur (carte d'identité ou passeport en cours de validité). Cette obligation demeure malgré la libre circulation des personnes.	<input type="checkbox"/> un titre certifiant l'identité d'un mineur (carte d'identité ou passeport en cours de validité); se renseigner auprès du consulat du pays de destination des exigences d'entrée et séjour pour la nationalité considérée (visa).
	<input type="checkbox"/> accord exprès d'un détenteur de l'autorité parentale; la préfecture n'a pas compétence pour viser la sortie du territoire français d'un mineur étranger.	<input type="checkbox"/> accord exprès d'un détenteur de l'autorité parentale; la préfecture n'a pas compétence pour viser la sortie du territoire français d'un mineur étranger.
...ressortissants d'un État tiers à l'Union européenne (réf.: décision du Conseil de l'Union européenne du 30 novembre 1994).	<input type="checkbox"/> un titre d'identité ou de voyage autonome d'un mineur: - soit un passeport en cours de validité (ou, le cas échéant, un titre de voyage pour réfugié et apatride délivré par la préfecture*) accompagné: d'un document de circulation pour étranger mineur délivré par la préfecture; ou d'un titre d'identité publicain délivré par la préfecture; ou d'un visa préfectoral de retour (un visa d'entrée peut être exigé par le pays de destination); - soit une liste collective établie par la préfecture valant document de voyage et visa d'entrée (elle concerne tous les élèves); cette liste n'est pas valable pour les voyages à destination de la Grande-Bretagne ou de l'Irlande.	<input type="checkbox"/> un titre d'identité ou de voyage autonome d'un mineur: Passeport en cours de validité (ou, le cas échéant, un titre de voyage pour réfugié et apatride délivré par la préfecture*), accompagné: - soit d'un document de circulation pour étranger mineur délivré par la préfecture; - soit d'un titre d'identité publicain délivré par la préfecture; - soit d'un visa préfectoral de retour. Se renseigner auprès du consulat du pays de destination des exigences d'entrée et séjour pour la nationalité considérée (visa).
*Ce document ne permet pas à son titulaire de séjourner dans le pays dont il est originaire.		

La circulaire n°84-246 du 16 juillet 1984 relative aux modalités d'inscription des élèves étrangers dans l'enseignement du premier et du second degré est abrogée.

(BO n°13 du 28 mars 2002 et BO spéciale n°10 du 25 avril 2002.)